



NATIONS UNIES

**Division des droits
des Palestiniens**

**Réunion internationale
des Nations Unies à l'appui
de la paix au Moyen-Orient**

**Kiev
13 et 14 mai 2003**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–6	3
II. Déclarations liminaires	7–28	4
III. Séances plénières.....	29–68	10
Première séance plénière.....	29–41	10
Deuxième séance plénière.....	42–57	13
Troisième séance plénière.....	58–68	18
IV. Séance de clôture.....	69–72	21
V. Forum public à l’appui de la paix au Moyen-Orient.....	73–99	22
Annexes		
I. Document final		28
II. Liste des participants.....		31

I. Introduction

1. La Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix au Moyen-Orient s'est tenue à Kiev les 13 et 14 mai 2003, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, conformément aux dispositions des résolutions 57/107 et 57/108 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 2002. Elle a été suivie, le 15 mai 2003, du Forum public à l'appui de la paix au Moyen-Orient, tenu à l'Institut des relations internationales à Kiev.
2. Le Comité était représenté à la Réunion par une délégation comprenant : Papa Louis Fall (Sénégal), Président du Comité; Bruno Eduardo Rodríguez Parrilla (Cuba), Vice-Président du Comité; Victor Camilleri (Malte), Rapporteur du Comité; Martin Andjaba (Namibie), Valery P. Kuchinsky (Ukraine) et Nasser Al-Kidwa (Palestine).
3. La Réunion internationale avait pour thème « Promouvoir un dialogue global sur les facteurs politiques, économiques et de sécurité revêtant une importance critique pour le règlement de la crise actuelle et la reprise du processus de paix ». Elle a servi de cadre à une séance d'ouverture, trois séances plénières et une séance de clôture. Les séances plénières avaient pour thème « La situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem », « Les perspectives de reprise du processus politique » et « Oeuvrer pour un règlement pacifique de la question de Palestine ».
4. Treize experts, dont des Palestiniens et des Israéliens, ont fait des exposés. Étaient également invités par le Comité trois représentants d'ONG palestiniennes opérant sur le terrain. Haidar Abdel Shafie, représentant du Réseau d'ONG palestiniennes à Gaza, ainsi que d'autres participants palestiniens vivant à Gaza, avaient accepté l'invitation du Comité mais n'avaient pas pu se rendre à Kiev en raison du bouclage par Israël du territoire palestinien occupé. Dans ses observations préliminaires, le Président du Comité a noté avec une profonde consternation que les mesures arbitraires prises par les autorités israéliennes avaient empêché les participants d'entendre des témoignages directs décrivant la situation sur le terrain et de faire le point de la crise actuelle. Il a dénoncé la politique de bouclage israélienne et les autres formes de sanctions collectives infligées au peuple palestinien. Étaient présents à la Réunion les représentants de 45 gouvernements, de la Palestine, de 2 organisations intergouvernementales, de 5 organismes des Nations Unies et de 13 organisations de la société civile, ainsi que d'éminents invités du pays hôte et des représentants des médias et des milieux universitaires.
5. Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, S. E. M. Papa Louis Fall, et la délégation du Comité ont été reçus par S. E. M. Leonid Kuchma, Président de l'Ukraine, et S. E. M. Anatoliy Zlenko, Ministre ukrainien des affaires étrangères, qui ont tous deux souligné qu'il importait d'appuyer la paix au Moyen-Orient en cette période extrêmement difficile et salué les efforts du Comité à ce sujet. La délégation du Comité a exprimé sa profonde gratitude à l'Ukraine, membre du Comité depuis sa création, pour le rôle actif et constructif qu'elle jouait dans la recherche d'une paix globale, juste et durable dans la région.
6. Les principaux points de discussion sont mis en avant dans le document final de la Réunion (voir annexe I).

II. Déclarations liminaires

7. **Anatoliy Zlenko**, Ministre ukrainien des affaires étrangères, a d'abord lu un message de Leonid Kuchma, Président de l'Ukraine, dans lequel celui-ci déclarait que la Réunion se déroulait alors que la situation s'aggravait au Moyen-Orient. Faisant référence à la Feuille de route établie par le Quatuor, le Président de l'Ukraine faisait observer que les perspectives de règlement du conflit au Moyen-Orient étaient de plus en plus réelles. Il a exprimé l'espoir que le processus de paix reprendrait et que les souffrances des Palestiniens, des Israéliens et des autres pays de la région prendraient fin. L'Ukraine était fermement convaincue que le point de départ des négociations de paix israélo-palestiniennes était les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 1397 (2002) du Conseil de sécurité, ainsi que le principe de la terre contre la paix. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies, qui continuait d'assumer la responsabilité du règlement final, était extrêmement important. L'Ukraine réaffirmait sa volonté d'offrir ses bons offices aux parties au conflit pour qu'elles tiennent leurs négociations de paix sur le territoire ukrainien.

8. S'exprimant en sa qualité de Ministre des affaires étrangères, M. Zlenko a déclaré qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit. La violence et l'affrontement devaient céder la place aux négociations et au compromis. Il s'est félicité de la Feuille de route et a invité les autorités israéliennes et palestiniennes à en commencer la mise en oeuvre sans retard. L'Ukraine appuyait la démarche consistant à traiter parallèlement les questions politique, socioéconomique, humanitaire et de sécurité et à confier les mêmes responsabilités à chacun des acteurs. Il a noté que l'approche adoptée par le plan rejoignait dans une large mesure les propositions ukrainiennes concernant un règlement pacifique du conflit au Moyen-Orient que le Président de l'Ukraine avait formulées l'année précédente.

9. Il s'est félicité des déclarations par lesquelles la partie palestinienne avait accepté la Feuille de route et a ajouté que l'Autorité palestinienne devait tout mettre en oeuvre pour combattre le terrorisme. Dans le même temps, il a condamné le recours excessif et aveugle à la force contre des civils palestiniens et engagé Israël à y renoncer immédiatement. Israël devait accélérer son retrait du territoire palestinien occupé depuis septembre 2000, geler toutes les activités de construction de colonies et lever les restrictions imposées à la circulation de la population, des biens et des services. De son côté, la communauté internationale devait encourager la reprise du processus de paix au Moyen-Orient. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies, principal garant de la légitimité internationale en ce qui concerne la question de Palestine, était déterminant. Le Conseil de sécurité devrait jouer un rôle de premier plan en orientant et en coordonnant les efforts internationaux déployés à ce sujet. L'Ukraine continuerait de participer aux efforts visant à relancer le processus de paix dans le cadre de la Feuille de route.

10. **Kofi Annan**, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a souligné, dans un message dont son représentant, Danilo Türk, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, a donné lecture, que les mesures audacieuses que les dirigeants palestiniens avaient prises récemment, telles que la nomination d'un Premier Ministre, avaient entraîné la publication de la Feuille de route par le Quatuor. Ce plan, qui comportait trois phases et qui s'inscrivait dans le cadre d'une action plus large visant à instaurer une paix globale dans la région, avait été établi afin d'aider les parties à concrétiser l'idée de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Son succès dépendait

de l'adoption par les parties de dispositions réciproques et parallèles dans les domaines politique et humanitaire, ainsi qu'en matière de sécurité et de création d'institutions, sous la supervision et avec l'aide du Quatuor.

11. Il a fait observer que c'était aux parties elles-mêmes qu'il incombait au premier chef de mener ce processus à bonne fin. Les attaques terroristes visant des civils, les exécutions arbitraires, les arrestations et détentions, les destructions d'habitations, les bouclages et les blocus étouffants, et les activités de colonisation devraient cesser. Les parties devraient reprendre les négociations afin d'arrêter les détails d'un règlement final fondé sur les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 1397 (2002) du Conseil de sécurité. La mise en oeuvre de la Feuille de route ne serait pas aisée car les deux parties auraient à prendre des décisions difficiles, à faire preuve de détermination et à travailler sans relâche. Rappelant que l'Organisation des Nations Unies restait résolue à s'acquitter des tâches qui lui revenaient, il a appelé l'attention sur les activités du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), du Programme alimentaire mondial (PAM), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres organismes. L'appui de la communauté internationale était d'une importance capitale si l'on voulait surmonter les obstacles et parvenir aux résultats souhaités.

12. **Papa Louis Fall**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a fait remarquer que la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, demeurait extrêmement tendue et incertaine. L'ensemble de la région semblait vivre dans une crise sans fin. Le recours systématique, aveugle et disproportionné à la force par l'armée israélienne dans les zones palestiniennes à forte densité de population, les exécutions extrajudiciaires, les restrictions imposées à la liberté de circulation, les détentions arbitraires, les sanctions collectives, l'agrandissement des colonies et les conséquences catastrophiques du blocus économique et financier étaient extrêmement préjudiciables pour l'infrastructure palestinienne et attisaient le désespoir et la colère de la rue palestinienne. Les actes terroristes dirigés contre des civils israéliens, y compris les attentats-suicide, avaient fait de nombreuses victimes innocentes et blessé bien d'autres. Le Comité avait condamné tous ces actes, qui avaient complètement détruit la confiance entre les deux parties et bloqué le processus politique.

13. Il a ajouté que la résolution 1397 (2002) du Conseil de sécurité était un jalon important sur la route chaotique qui menait à la paix car, pour la première fois, il était clairement fait référence à un État de Palestine vivant en paix aux côtés d'Israël, et le peuple palestinien se voyait offrir une solution politique claire. Il s'est félicité de la Feuille de route que le Quatuor de médiateurs internationaux avait élaborée et qui suscitait un espoir de changement concret sur le terrain et de reprise d'un dialogue de paix entre les deux parties. Il a exprimé l'espoir que les deux parties accepteraient le plan, collaboreraient étroitement ensemble et continueraient de coopérer avec les membres du Quatuor au cours de la mise en oeuvre. Le Comité appuierait ces efforts visant à instaurer la paix dans la région.

14. Il a rappelé aux participants que l'occupation par Israël du territoire palestinien, y compris Jérusalem, restait au coeur de la question de Palestine et qu'Israël devait respecter les obligations que lui imposaient la quatrième Convention

de Genève et les résolutions pertinentes des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies devrait continuer à assumer sa responsabilité permanente concernant tous les aspects de la question de Palestine, jusqu'à ce que celle-ci soit réglée conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Il s'est dit satisfait de l'engagement personnel du Secrétaire général et des efforts déployés par celui-ci au nom des Palestiniens. Il a encouragé le Secrétaire général à poursuivre ses initiatives et s'est déclaré convaincu que le Conseil de sécurité remplirait son rôle, à savoir oeuvrer à l'instauration rapide d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient.

15. **Mitri Abu Aita**, Ministre du tourisme de l'Autorité palestinienne, a indiqué que, depuis le début de l'Intifada le 28 septembre 2000, plus de 2 000 Palestiniens avaient été tués et plus de 37 000 autres blessés. Plus de 650 Israéliens avaient également été tués. Décrivant la vie sous l'occupation israélienne, il a dit que le Gouvernement israélien avait récemment commencé à appliquer sa « nouvelle-ancienne » politique de ségrégation unilatérale entre le territoire occupé et Israël. Tous les jours, l'armée israélienne démolissait des habitations, déracinait des arbres et confisquait des terres pour libérer plus de terres et d'espace en vue de la construction du « mur de séparation ». Ces actes provoquaient les Palestiniens et témoignaient d'une absence d'engagement en faveur de la Feuille de route proposée et du processus de paix.

16. Il a indiqué que les efforts de paix des Palestiniens étaient fondés sur les principes de légalité et de justice. Les deux peuples étaient destinés à vivre ensemble et chacun devait reconnaître le droit de l'autre d'exercer sa pleine souveraineté sur les zones qui relevaient de la juridiction qui lui était reconnue sur le plan international. Toute paix durable devrait s'appuyer sur la justice et l'égalité, et une paix juste était le meilleur garant de la sécurité. L'objectif devrait être de parvenir à une paix globale et non de conclure des accords de non-belligérance. Le développement économique étant un élément essentiel des efforts de consolidation de la paix, il fallait créer un climat propice à un tel développement. Or, les barrières ne favorisaient pas le développement économique. La création d'un État palestinien souverain aux côtés de l'État d'Israël était inévitable, et un tel État devait être viable et disposer de ressources suffisantes. Chaque partie devrait reconnaître les préoccupations de l'autre en matière de sécurité.

17. Il a souligné que le peuple palestinien avait besoin de récolter les fruits de la paix et de se sentir en sécurité. Les Palestiniens étaient déterminés à entrer dans le XXI^e siècle en tant que peuple libre. La période actuelle était très favorable à la réconciliation. Les dirigeants palestiniens avaient tout fait pour calmer les craintes et les préoccupations israéliennes et attendaient des dirigeants israéliens qu'ils en fassent de même. Israël devrait accorder la priorité à l'instauration d'une paix durable et non à des avantages éphémères sur le plan de la politique intérieure.

18. Des déclarations ont également été faites par les représentants de gouvernements et d'organisations intergouvernementales. Le représentant de la Chine a déclaré que le conflit israélo-palestinien s'était soldé par un grand nombre de pertes en vies humaines et un préjudice économique considérable. Son gouvernement était alarmé par la situation et s'opposait à la politique menée par Israël à l'encontre des Palestiniens. Il a appelé Israël à retirer immédiatement ses troupes et invité Israël et le peuple palestinien à ne plus recourir à la violence pour contrer la violence. La Chine avait apporté une assistance humanitaire aux Palestiniens dès le début. Le conflit pourrait être réglé de manière juste, mais

uniquement après le retrait d'Israël. Le seul moyen convenable de parvenir à une paix durable était de trouver une solution politique fondée sur le dialogue, la négociation et le pragmatisme. L'orateur a exigé que des mesures soient prises immédiatement pour mettre fin à la violence. Il a exprimé l'espoir qu'Israël reprendrait les négociations en s'appuyant sur les résolutions des Nations Unies et le principe de la terre contre la paix. Il a accueilli avec satisfaction et appuyé la Feuille de route, ainsi que le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies dans les efforts de paix au Moyen-Orient.

19. Le représentant de la *Malaisie* a déclaré que, tant qu'elle perdurait, l'occupation des terres palestiniennes par Israël demeurerait la cause profonde de l'essentiel de la violence au Moyen-Orient. La communauté internationale ne pouvait pas laisser ce problème sans solution indéfiniment. L'Autorité palestinienne, gouvernement légitime du peuple palestinien, ne saurait être écartée de toutes les négociations si l'on voulait trouver une solution durable. Une telle solution ne pourrait être imposée de manière arbitraire. L'orateur attendait avec impatience la mise en oeuvre rapide de la Feuille de route mais était consterné par les nouvelles violences commises par les forces d'occupation israéliennes à l'encontre du peuple palestinien. La communauté internationale devait adresser un message clair et sans équivoque à Israël pour lui signifier que la poursuite des opérations militaires contre le peuple palestinien était inacceptable. Dans la déclaration qu'ils avaient adoptée à ce sujet lors du Sommet du Mouvement des pays non alignés tenu en février 2003, les participants avaient apporté leur appui à une solution globale, juste et durable du conflit. La Malaisie, qui avait récemment pris la présidence du Mouvement, ferait tout son possible pour aider les parties dans leur quête de la paix.

20. Le représentant du *Brésil* a dit que l'escalade de la violence causait d'énormes souffrances aux groupes les plus vulnérables et empêchait les Palestiniens d'exercer leur droit le plus élémentaire, à savoir celui de mener une vie normale et décente. Il a fermement condamné tous les types d'extrémisme, tels que les actes terroristes qui avaient causé la mort de nombreux civils israéliens innocents. Il s'est dit favorable à la création d'un État palestinien indépendant, démocratique et économiquement viable, compte tenu du droit des Palestiniens à l'autodétermination et du droit d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Il s'est félicité du lancement officiel de la Feuille de route, qui était une étape importante, et a exprimé l'espoir que le plan serait mis en oeuvre sans retard.

21. Le représentant de la *République islamique d'Iran* a déclaré que le peuple palestinien, ayant perdu tout espoir en raison de solutions injustes et inefficaces, n'avait d'autre alternative que de s'opposer à l'agression et à l'occupation et de lancer des pierres pour se défendre. L'Intifada était la réaction légitime face à des politiques inhumaines et racistes et ne devrait pas être considérée comme une éruption ou une protestation temporaire. Le terrorisme d'État pratiqué par Israël donnait aux Palestiniens le droit d'utiliser les ressources dont ils disposaient afin de résister à l'agression et à la répression. Il faudrait renforcer la résistance et se méfier de tout effort visant à contrer les moyens de défense légitimes. Le règlement de la crise au Moyen-Orient passait par le retrait des forces israéliennes des territoires occupés, l'établissement d'une zone tampon supervisée par les forces de maintien de la paix des Nations Unies, un référendum démocratique auquel participeraient tous les Palestiniens d'origine et la création d'un État palestinien démocratique.

22. Le représentant de la *Namibie* a indiqué que la Réunion se déroulait en une période critique et qu'il appartenait aux participants de veiller à ce que les résultats de la Réunion contribuent à la reprise du processus de paix. Depuis le début de l'actuelle Intifada, des milliers de Palestiniens avaient été tués et blessés et l'économie palestinienne était sur le point de s'effondrer. Toutes les initiatives visant à régler ce problème avaient toutefois été reléguées à l'arrière-plan. La guerre en Iraq étant terminée, l'orateur souhaiterait que la situation dans le territoire palestinien occupé bénéficie d'une plus grande attention. Certes, la Feuille de route n'était pas parfaite, mais elle indiquait la voie à suivre en vue de créer un État palestinien indépendant et viable. La nomination du Premier Ministre et la confirmation du nouveau cabinet étaient les premières mesures que les Palestiniens avaient dû prendre dans le cadre de la Feuille de route. Il appartenait aux États-Unis de faire en sorte qu'Israël accepte la Feuille de route et commence à l'appliquer. L'orateur souhaitait que toutes les parties soient traitées sur un pied d'égalité. Il a rappelé le rôle unique du Conseil de sécurité et l'a prié de veiller à ce que ses résolutions concernant la question de Palestine soient mises en oeuvre. Le Conseil devrait immédiatement exprimer son ferme appui à la Feuille de route.

23. Le représentant de la *Ligue des États arabes* a dit que les réunions parrainées par le Comité jouaient un rôle vital en clarifiant les questions relatives à la question de Palestine. Le Gouvernement israélien avait profité de la tension qui régnait sur la scène internationale afin d'intensifier son action contre le peuple palestinien, en prétendant que l'Iraq représentait une menace pour le peuple israélien. Or, l'Iraq ne menaçait aucunement Israël. Israël avait toujours tenté de qualifier la lutte du peuple palestinien de violence et de terrorisme. Il était essentiel de faire la distinction entre le terrorisme et la lutte nationale légitime du peuple palestinien, sanctionnée par le droit international. L'orateur a invité le Comité à organiser, en coopération avec la Ligue des États arabes, une table ronde sur le droit du peuple palestinien de mener une lutte légitime. La communauté internationale était restée silencieuse et n'avait pas été en mesure d'offrir une protection aux Palestiniens, et Israël avait pu continuer de traiter injustement ce peuple. Il a réaffirmé l'attachement des pays arabes à la paix en tant que choix stratégique, bien qu'Israël continue de rejeter l'initiative de paix arabe.

24. Le représentant de l'*Organisation de la Conférence islamique* a indiqué qu'Israël maintenait le blocus sur l'ensemble du territoire palestinien et s'en prenait notamment aux secours humanitaires, aux équipes médicales et aux journalistes internationaux, et que cette agression continue avait provoqué la détérioration de l'économie palestinienne. Tout cela se passait alors que les dirigeants palestiniens prenaient des mesures pour créer des institutions démocratiques et que la communauté internationale essayait de mettre en oeuvre la Feuille de route. Israël tentait maintenant de modifier des sections de la Feuille de route afin de la rendre inapplicable. L'orateur a prié la communauté internationale de mettre en place les mécanismes de surveillance nécessaires pour forcer Israël à renoncer à ses actes d'agression et aux mesures prises contre les terres et le peuple palestiniens. Israël devait interrompre toute activité de colonisation sur les terres palestiniennes, relâcher tous les prisonniers politiques et libérer les fonds palestiniens. La communauté internationale devait assumer sa responsabilité et amener Israël à engager des négociations.

25. La représentante de l'*Égypte* a déclaré que la Feuille de route représentait une réelle chance de paix. Le peuple palestinien avait commencé à appliquer ce plan, et

elle espérait que le Gouvernement israélien en ferait de même. L'Égypte n'avait épargné aucun effort pour faire redémarrer le processus de paix et avait aidé le nouveau Premier Ministre à surmonter les obstacles qui s'étaient présentés à lui. Dans cet esprit, les autorités égyptiennes avaient invité différentes factions palestiniennes au Caire pour y engager un dialogue. Le succès de la Feuille de route dépendait de la mise en place d'un système international de surveillance.

26. Le représentant de la *Tunisie* a exprimé l'appréciation de son gouvernement pour les efforts du Gouvernement ukrainien, qui avait accueilli la Réunion, et pour ceux du Comité, qui avait convoqué cette dernière. Il a appelé l'attention sur la région du Moyen-Orient, où la situation continuait de se détériorer et qui traversait actuellement une période qui pourrait être qualifiée d'historique. Toutes les parties devaient coopérer étroitement afin de tenir compte des nouvelles réalités. Il était impératif de faire preuve de clarté d'esprit et de sagesse pour mettre fin à ce long conflit et, partant, de trouver une solution juste et globale qui garantisse la liberté des territoires occupés et la coexistence pacifique de tous les peuples de la région, d'où la nécessité d'appliquer la résolution 1397 (2002), dans laquelle le Conseil de sécurité demandait à Israël et à la Palestine de vivre côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. La mise en oeuvre de la Feuille de route, établie récemment, appelait une action commune de la part de la communauté internationale. Israël devait respecter les dispositions du droit humanitaire. La communauté internationale devait s'organiser pour offrir une aide d'urgence au peuple palestinien.

27. La représentante de la *Turquie* a déclaré que son gouvernement continuait de suivre, avec une préoccupation croissante, les actes de violence qui se poursuivaient. La première des priorités devait être de mettre fin à la violence. L'adoption du plan de paix arabe était une contribution significative aux efforts tendant à instaurer la paix et à normaliser les relations. La Turquie appuyait la déclaration du Président Bush dans laquelle celui-ci mettait en avant le principe de deux États vivant côte à côte. La nomination du Premier Ministre palestinien et la présentation de la Feuille de route du Quatuor renforçaient l'espoir d'une paix juste et durable. Le Gouvernement turc était toujours resté en contact avec les parties et avait assumé un rôle de modérateur. La Turquie poursuivrait ses efforts à cet égard.

28. Le représentant du *Japon* a déclaré que la seule solution était d'appuyer la Feuille de route. Le Japon était fermement attaché à une paix globale. La communauté internationale devait s'engager à apporter une plus grande aide. Le Japon, qui exhortait les deux parties à oeuvrer pour la paix, avait fourni une nouvelle assistance aux Palestiniens, notamment des vivres, des médicaments et d'autres produits destinés à répondre aux besoins essentiels, et s'était dit favorable à une réforme des institutions, à la mise en place d'un nouveau cabinet pour le Premier Ministre, à l'amélioration des moyens administratifs et à la construction d'un tribunal et d'un bureau pour l'organe judiciaire à Gaza. Le Japon appuierait les activités humanitaires des organisations non gouvernementales israéliennes et palestiniennes et participerait aux efforts conjoints déployés par des groupes israéliens et palestiniens afin de faire face à la situation environnementale sur le terrain. La communauté internationale devait encourager l'Autorité palestinienne, le Gouvernement israélien, le Liban et la République arabe syrienne à faire des efforts en vue de parvenir à une paix durable.

III. Séances plénières

Première séance plénière Situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem

29. Les orateurs qui ont pris la parole au cours de cette séance ont abordé les sous-thèmes ci-après : coût humain de la violence; création de faits accomplis sur le terrain; expansion des colonies de peuplement et séparation unilatérale; effets du conflit sur l'Autorité palestinienne; destruction de l'économie palestinienne; et aggravation de la crise humanitaire.

30. **Mitri Abu Aita**, Ministre du tourisme de l'Autorité palestinienne, a déclaré que le XXe siècle avait été marqué par de profonds changements géographiques au Moyen-Orient, où les frontières entre États, dessinées principalement par les superpuissances, constituaient à présent une source majeure de conflit. Entité géographique occupant une situation stratégique au carrefour entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, et haut lieu religieux puisque berceau des trois religions monothéistes, la Palestine avait vu se succéder un grand nombre de conquérants tout au long de son histoire. Rappelant brièvement l'histoire de la région, l'orateur a noté que les Palestiniens avaient rejeté le plan de partition de l'ONU qui, en 1948, avait attribué à l'État juif, représentant 7 % de la population, 54 % des terres. L'État arabe, avec 93 % de la population, s'était vu accorder 46 % des terres.

31. S'aidant d'un appareil de projection pour illustrer son argumentation, l'orateur a montré des images de 24 nouvelles colonies de peuplement israéliennes et de 113 postes avancés. Il a également projeté des cartes représentant le Plan directeur israélien pour l'établissement de colonies en Cisjordanie, l'israélisation de Jérusalem, dont témoignait le fait que l'extension des limites de Jérusalem-Est avait porté la superficie de ce territoire de 6,5 à 71 kilomètres carrés, et le plan israélien concernant la métropole de Jérusalem. Parmi les nombreuses incitations financières dont bénéficiaient les colons, il a cité des exonérations fiscales, des aides au logement et la mise en valeur des ressources en eau. Israël avait les moyens de financer un tel appui grâce au prêt de 10 milliards de dollars que lui avaient consenti les États-Unis et dont 4 milliards de dollars allaient être transformés en don. En 1991, les États-Unis avaient de même versé au Gouvernement israélien une aide de 10 milliards de dollars pour l'encourager à se rendre à la conférence de Madrid.

32. Commentant les grandes étapes du processus de paix depuis 1991, l'orateur a souligné l'extraordinaire amnésie politique dont faisaient l'objet les termes des divers accords. Israël poursuivait sa politique de morcellement administratif, de ségrégation et de séparation. Il existait en Cisjordanie 734 kilomètres de routes interdites aux Palestiniens. La Cisjordanie était découpée en 64 cantons et on y dénombrait 125 points de contrôle. Du fait de la construction du mur de séparation, Israël était en train d'annexer, de confisquer et de niveler des milliers de dounams de terres palestiniennes. Ces mesures participaient d'une politique de ségrégation unilatérale à long terme. La logique selon laquelle « la force crée le droit » ne pouvait accoucher d'aucune paix juste et durable. Toute paix globale et viable devait prendre en compte le droit légitime des Palestiniens à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à une distribution équitable des ressources.

33. **Issam Makhoul**, membre de la Knesset (Haïfa), a souligné que le Premier Ministre israélien, Ariel Sharon, menait à l'encontre du peuple palestinien et de ses dirigeants une politique fondée sur l'épreuve de force et la violence. M. Sharon était convaincu du droit d'Israël de gouverner les 3,5 millions de Palestiniens vivant dans le territoire occupé par Israël depuis 1967 et de la possibilité d'abolir les droits nationaux en exerçant la suprématie militaire. Il continuait de chercher à réaliser ses objectifs politiques par une guerre sans merci. Afin de ruiner le processus d'établissement d'un État palestinien, M. Sharon avait ordonné à l'armée israélienne de détruire tous les instruments de gouvernement et toutes les institutions civiles à l'intérieur du territoire occupé.

34. Israël s'efforçait de se poser en victime, allant jusqu'à dénier aux Palestiniens leur droit de faire valoir les préjudices subis. Il demandait que les négociations portent non sur l'occupation, mais sur la violence. Le Parti travailliste mettait l'accent sur la menace démographique que représentait la population arabe, d'où la proposition de création d'un État palestinien. Le gouvernement au pouvoir prônait quant à lui la théorie du « Grand Israël », qui se traduisait par un assujettissement systématique du peuple palestinien, privé de tous droits nationaux et de toute légitimité politique, et par l'exclusion des citoyens arabes palestiniens d'Israël de la sphère démocratique. M. Sharon cherchait à empêcher une solution politique et à réduire le conflit à ses dimensions sécuritaires en entretenant une situation explosive, en intensifiant les effusions de sang et en perpétrant des crimes de guerre.

35. L'orateur a souligné la nécessité de mobiliser le soutien de la communauté internationale pour la protection du peuple palestinien. La paix internationale et l'envoi de brigades de surveillance et de délégations de solidarité constituaient de réels obstacles à la politique d'apartheid de l'actuel Gouvernement israélien. L'organisation non violente, Mouvement international de solidarité dans le territoire palestinien occupé, avait pour objectif d'empêcher que la guerre et les massacres réduisent au silence les voix d'activistes américains tels que Rachel Corrie, qui avait été tuée par un bulldozer israélien s'appêtant à détruire une habitation palestinienne. Le Gouvernement israélien s'efforçait de faire oublier à l'opinion publique israélienne le lourd coût social de sa politique, mais il ne lui serait pas possible d'affamer les Palestiniens sans affamer aussi une part importante de la population israélienne. Sans le ferme appui de l'administration américaine, le Premier Ministre Sharon serait dans l'incapacité de poursuivre la guerre et de mener à bien ses projets d'annexion et d'abolition des droits du peuple palestinien.

36. **Geoffrey Aronson**, rédacteur en chef de *Foundation for Middle East Peace* (Washington), a fait observer que le maintien des colonies de peuplement présupposait la décision politique d'affecter une part importante des troupes israéliennes à la protection des colons. Toute la question était de savoir si l'armée israélienne était une force chargée de protéger le territoire israélien proprement dit ou une force stationnée hors des frontières nationales pour défendre les colons. La mission principale de l'armée était la défense du front oriental. Toutefois, en l'absence de réelle menace du côté jordanien, elle allait vraisemblablement jouer un moins grand rôle dans la vallée du Jourdain. De plus, les arguments avancés par Israël pour justifier le maintien de l'armée dans cette région apparaissaient de moins en moins convaincants à Washington comme dans les capitales européennes.

37. Faisant état d'un certain nombre de données statistiques, l'orateur a indiqué que la population des colonies à Gaza était estimée à environ 7 000 habitants, mais

que certains éléments donnaient à penser que cette population avait en fait diminué, probablement en raison de l'Intifada. Un autre phénomène était la création de nouveaux postes avancés « illégaux ». Certes, ils étaient de taille modeste, mais nombre des colonies de peuplement actuelles étaient nées de cette façon. Le taux d'accroissement de la population de colons était trois ou quatre fois plus élevé que la moyenne israélienne nationale. Si la population des colonies de peuplement de la Cisjordanie et de la bande de Gaza avait continué de grossir, son taux d'accroissement avait diminué de moitié. La récession de l'économie israélienne avait entraîné un tassement du marché du logement israélien, dont les colonies de peuplement faisaient aussi partie. Les problèmes de sécurité créés par l'Intifada comptaient parmi les paramètres pris en considération par les colons potentiels.

38. L'orateur a noté ensuite que la politique de bouclage était une conséquence directe des efforts visant à protéger les colons israéliens. Il s'agissait toutefois d'un processus dynamique et Israël poursuivait son expansion par d'autres moyens, comme la construction du mur de séparation et de routes de déviation, qui avaient pour objet de relier les établissements entre eux et avec le territoire d'Israël proprement dit. Les nouveaux postes avancés étaient des gages donnés aux partisans de la colonisation, qui représentaient une force politique importante. Ces colonies étaient approximativement au nombre de 70. La plupart étaient de petite taille, mais deux ou trois d'entre elles regroupaient plus de 50 ou 60 personnes. La Feuille de route demandait sur ce point l'évacuation des colonies postérieures à l'élection de Sharon, mais une évacuation complète des nouvelles colonies serait beaucoup plus difficile à mettre en oeuvre qu'à proclamer. Le dernier élément de la Feuille de route, qui avait directement trait à la question du territoire, demandait à Israël de cesser de confisquer des terres, ce qui pouvait s'interpréter comme un appel à cesser de confisquer des terres privées aux fins de la construction du mur de séparation.

39. **Grigor Hovhannisyan**, Directeur adjoint du Bureau de la coordination de l'assistance humanitaire des Nations Unies (Jérusalem), a relevé que, depuis deux ans, les problèmes humanitaires étaient perçus comme un aspect secondaire du conflit israélo-palestinien et comme les conséquences d'une crise politique. La communauté des bailleurs de fonds et des donateurs estimait que, une fois délivrée des chocs et pressions externes, l'économie palestinienne trouverait rapidement et d'elle-même remède à ses difficultés sociales et humanitaires. L'intervention des donateurs consistait à soutenir le budget de l'Autorité palestinienne et à poursuivre la fourniture d'une assistance technique et d'appuis en nature d'importance moyenne. Vers le milieu de l'été 2002, la communauté internationale avait pris conscience de la gravité de la situation humanitaire en Cisjordanie et à Gaza. Cette situation s'était progressivement détériorée en raison des difficultés massives d'accès auxquelles s'étaient heurtés donateurs et organismes de secours et de la hausse importante des coûts de fonctionnement. La crise était d'origine artificielle et résultait directement des restrictions imposées aux déplacements de la population civile. Le mépris incessant du droit international humanitaire était la principale cause de l'aggravation croissante de cette crise humanitaire.

40. Le problème fondamental pour les donateurs était l'effet limité de leur intervention en l'absence de toute décision politique mettant fin aux mesures de bouclage, aux couvre-feux et autres restrictions. Sans la volonté politique de s'attaquer aux causes de la crise humanitaire, celle-ci continuerait de s'aggraver. Le dilemme était de savoir s'il fallait financer l'occupation et décharger Israël de son obligation de pourvoir aux besoins de la population civile ou interrompre les

opérations de secours. L'occupation militaire des zones palestiniennes autonomes suivait son cours et les déplacements à destination et en provenance des centres de population palestiniens étaient fortement limités. Le nombre d'attentats palestiniens visant des civils israéliens avait diminué tandis que celui des victimes palestiniennes augmentait. La situation en matière d'eau et d'hygiène continuait de se détériorer dans l'ensemble du territoire palestinien occupé. Dans le même temps, l'appauvrissement des Palestiniens s'accélérait, comme en témoignait la baisse notable de la consommation alimentaire réelle par habitant qui, selon les estimations, ne représentait plus que 70 % des niveaux constatés avant septembre 2000.

41. L'orateur a appelé l'attention sur le non-respect systématique, par l'armée israélienne, des engagements pris par le Gouvernement israélien auprès de l'Envoyée personnelle du Secrétaire général chargée des questions humanitaires, Mme Catherine Bertini. Les agents des organismes de secours continuaient d'être pris pour cible, tués ou empêchés d'avoir accès aux Palestiniens en détresse. Néanmoins, le risque d'une dégradation générale de la situation humanitaire était limité car le marché local était approvisionné, il existait des possibilités d'emplois occasionnels, une part limitée mais stable des salaires était payée et des réseaux caritatifs locaux étaient à l'oeuvre. Si elle était couronnée de succès, l'application de la Feuille de route se traduirait sans doute par des progrès importants dans le domaine de la sécurité, et la levée des mesures de bouclage interne pourrait faciliter la fourniture de services dans le territoire palestinien occupé. Toutefois, en l'absence d'un règlement politique général, la situation socioéconomique globale ne s'améliorerait guère à court terme, et il serait donc nécessaire de poursuivre l'aide humanitaire.

Deuxième séance plénière

Perspectives d'une reprise du processus politique

42. Les sous-thèmes traités à cette 2e séance étaient les suivants : comment sortir de l'impasse politique; prise en compte des problèmes liés à la sécurité; les moyens de mettre fin à la violence; restauration du statu quo antérieur à septembre 2000; prise en compte des problèmes économiques; nécessité d'améliorer d'urgence les conditions de vie du peuple palestinien; et progrès accomplis sur la voie de la réforme : mesures décisives prises par les dirigeants palestiniens.

43. **Ziad Abu Zayyad**, membre du Conseil législatif palestinien (Jérusalem), a déclaré que le Gouvernement israélien était obsédé par une idéologie prônant l'expansion et de nouvelles annexions. À Washington, la droite chrétienne et l'influent groupe de pression juif voyaient dans l'État d'Israël la réalisation d'une prophétie messianique. Cependant, le désespoir de la rue palestinienne, attisé par les meurtres et les destructions perpétrés par les Israéliens, poussait un certain nombre de personnes à commettre des attentats-suicides. Les Israéliens se servaient alors de ces attentats pour justifier l'assassinat d'un plus grand nombre de Palestiniens. Dans le même temps, Israël continuait de s'employer à relier les colonies entre elles et à les intégrer au reste du territoire. Ce processus, s'il se prolongeait, rendrait irréaliste le principe de deux États. À ce stade, l'orateur ne voyait pas où pourrait se situer un État palestinien.

44. Les attaques menées sur les terres palestiniennes s'étaient intensifiées à Jérusalem, où l'on tentait de mettre en pratique une politique d'épuration ethnique, en forçant les Palestiniens à partir et en créant une ceinture juive. Les Israéliens entendaient détruire l'infrastructure mise en place par le peuple palestinien et enrayer le processus diplomatique tout juste engagé. Étant lui-même membre du Conseil législatif, l'orateur savait que ses collègues ne pouvaient s'acquitter efficacement de leur tâche faute d'être autorisés à voyager pour participer aux réunions. C'étaient les Israéliens qui décidaient quand le Conseil législatif pouvait ou non se réunir. Après la guerre en Iraq, et sous l'effet des pressions européennes, les États-Unis avaient rendu publique la Feuille de route, mais l'expérience montrait que les Israéliens étaient experts dans l'art de gagner du temps. Ils avaient lancé avec succès une vaste campagne de désinformation conçue pour détourner l'attention des crimes commis par Israël en dénonçant de prétendus crimes palestiniens. L'orateur a cité à titre d'exemple le concept de colonies « illégales », qui lui apparaissait comme une plaisanterie puisque toutes les colonies israéliennes étaient dans l'illégalité. Les Israéliens avaient réussi à détruire l'image du Président Arafat et à dépendre celui-ci comme le responsable du problème. En réalité, rien ne différenciait M. Arafat de M. Abbas. Le nouveau Gouvernement palestinien ne pourrait rien accomplir tant que la politique d'Israël ne changerait pas. De plus, aucun nouveau gouvernement palestinien ne serait en mesure de signer un accord. Seule l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avait reçu du peuple palestinien le mandat qui l'autoriserait à conclure un accord avec l'autre partie. Seul Yasser Arafat, en sa qualité de chef de l'OLP, pouvait signer un accord.

45. Le Premier Ministre israélien Ariel Sharon croyait devoir rester fidèle au projet que David Ben Gourion, son initiateur, n'avait pu mener à terme. Israël devait s'assurer un contrôle total des ressources et poursuivre ses activités de colonisation dans le territoire palestinien. Certains Israéliens pensaient que la guerre qui venait de s'achever en Iraq avait créé des conditions propices pour les éléments fanatiques en Israël et leurs alliés à Washington. Si la situation n'évoluait pas, il n'y aurait aucune chance pour la paix. Il s'agissait d'appliquer la Feuille de route, et non de la négocier. L'autre partie devait commencer à la mettre en oeuvre. L'orateur a pressé l'Organisation des Nations Unies de ne pas baisser les bras.

46. **Yossi Katz**, ex-membre de la Knesset (Kiryat Tivon), a déclaré que quiconque voulait prendre position sur la question du processus de paix au Moyen-Orient ne pouvait faire abstraction de la réalité globale. Les Américains et leurs alliés, qui avaient prouvé leur capacité d'agir seuls contre l'opinion internationale, étaient prêts à faire fi des distances géographiques et des désaccords majeurs dans les attitudes et les politiques, et se montraient déterminés face aux difficultés et obstacles apparents. Nombreux étaient aujourd'hui ceux qui espéraient que les Américains investiraient dans le conflit palestinien ne fût-ce que la moitié de l'énergie qu'ils avaient déployée en Afghanistan et en Iraq. Un tel engagement exigeait entre autres qu'ils imposent un règlement conduisant les deux parties sur la voie de négociations sincères et concrètes et débouchant sur des arrangements permanents, sur une participation de la communauté internationale, y compris la mise en place d'une force internationale de supervision, et sur l'octroi d'une aide économique et financière. Sans un tel engagement, il serait impossible de créer les conditions de la paix ou de faire échec à ceux qui sabotaient le processus politique.

47. La haine s'était exacerbée à un point consternant. La seule chance de la faire reculer était de s'assurer que le processus politique irait de pair avec une amorce de

croissance économique. Si le monde souhaitait voir la région pacifiée, il lui faudrait investir de gros efforts et d'importantes ressources dans la sphère économique. De plus, les Israéliens devaient prendre des mesures immédiates constituant des signaux positifs en réduisant le nombre de barrages routiers, en mettant fin à la politique de bouclage, en assouplissant les restrictions économiques et les mesures faisant obstacle à l'aide humanitaire, en autorisant la population à se déplacer plus librement et en se repliant sur les frontières de septembre 2000. Ils devaient aussi reconnaître publiquement et sans réserve le droit du peuple palestinien de vivre dans un État viable qui lui appartienne en propre. Il fallait mettre fin aux assassinats à titre de représailles préventives.

48. De leur côté, les Palestiniens devaient appliquer un cessez-le-feu intégral. Aucun assassinat, contrôlé ou réglementé, n'était acceptable. La violence, quel qu'en soit le degré, débouchait toujours sur le terrorisme. La première mesure qu'avait prise David Ben Gourion après l'indépendance d'Israël avait été de détruire le mouvement clandestin et de dissoudre les commandos juifs. Cela était difficile, mais primordial. Les questions délicates et sensibles, au coeur du conflit, pouvaient être aisément résolues, mais il fallait que les deux parties soient prêtes à les aborder toutes. Nul ne devait être autorisé à poser des conditions préalables. En tentant d'écarter la question du droit de retour, M. Sharon compromettrait le processus. De fait, tout règlement futur devrait faire fond sur les solutions examinées à Camp David sous la houlette du Président William Clinton. Pour la première fois depuis longtemps, l'opinion publique israélienne montrait quelque optimisme quant aux chances de voir le conflit prendre fin. Il convenait d'encourager les responsables politiques et d'éduquer la société pour lui montrer la voie à suivre.

49. **Oleg Ozerov**, Directeur adjoint du Département du processus de paix au Moyen-Orient du Ministère russe des affaires étrangères, a dit que la Feuille de route constituait manifestement une solution de compromis qui ne répondait guère aux besoins des Palestiniens et des Israéliens. Son principal intérêt tenait à ce qu'elle servait de point de départ pour des négociations de paix et l'instauration d'un État palestinien stable capable de cohabiter avec Israël dans la paix et la sécurité. La Russie plaidait pour une telle solution depuis de nombreuses années et la considérait comme un pas décisif dans les efforts pour forger un consensus international. L'orateur a appelé l'attention sur la disposition selon laquelle il importait de rechercher un règlement global à la fois sur le volet palestinien et sur le volet syro-libanais. Les dirigeants palestiniens avaient déjà donné leur aval. Israël devait faire de même.

50. L'orateur a demandé l'arrêt de la construction du mur dit de protection, lequel était contraire à la lettre et à l'esprit de la Feuille de route. L'objectif fondamental à ce stade était de mettre en place les éléments décrits dans le plan Tenet et dans les recommandations du rapport Mitchell. Les Palestiniens avaient appliqué un nombre appréciable des dispositions de la Feuille de route concernant la phase I. La simple logique voudrait qu'Israël prenne à son tour des mesures pour réduire les tensions autour des territoires palestiniens et crée les conditions d'une poursuite des réformes et d'une reprise du processus de règlement politique. La Russie appuierait pleinement l'application de la Feuille de route par les deux parties. À cet égard, l'orateur a souhaité voir se mettre rapidement en place un mécanisme de surveillance informel et des consultations entre le Quatuor et les parties en vue de l'institutionnalisation de ce mécanisme.

51. Tout en mettant en oeuvre le plan du Quatuor, les parties devraient évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de leurs engagements et tenir compte du calendrier proposé. Cela permettrait d'éviter les retards dans le processus de paix et d'avancer vers l'étape suivante, qui prévoyait la normalisation des relations entre Israël, d'une part, et la République arabe syrienne et le Liban, d'autre part. Le règlement proposé n'était ni un cadeau ni une punition. Il partait d'un constat, à savoir qu'il n'existait pas d'autre solution viable qu'un compromis politique. Toute autre option signifierait la guerre, une guerre de 100 ans.

52. **Ihor Semyvolos**, Directeur exécutif du Cercle d'étude sur le Moyen-Orient (Kiev), a noté que le Président George W. Bush se gardait de parler d'une conférence sur la paix au Moyen-Orient et tentait d'instaurer la paix aux conditions voulues par les États-Unis. Il a demandé s'il fallait que l'une des parties fasse le premier pas sur la voie du compromis ou si les deux parties devaient agir parallèlement. Jusque-là, les pas faits par les Palestiniens avaient précédé les pas faits par les Israéliens. Le Quatuor essayait semblait-il de satisfaire les exigences des deux parties. La nouvelle initiative ne devait pas se transformer en discussions sans fin. Le rôle des États-Unis pouvait être remis en question. À ce stade, il visait à obtenir des progrès aussi rapides que possible avec un engagement limité. M. W. Bush ne prendrait pas le risque de compromettre son image politique ou d'adopter des mesures dont le succès ne serait pas assuré. Dans son dernier discours sur le Moyen-Orient, il n'avait pas mentionné la Feuille de Route. Si une étape échouait, le processus tout entier serait menacé. Auparavant, les États-Unis se contentaient d'effectuer en un court laps de temps une série de brèves visites dans la région, mais cette fois, il leur faudrait s'impliquer davantage.

53. Palestiniens et Israéliens devaient voir reconnu leur droit à l'autodéfense. Israël considérait jusque là toute manifestation d'autodéfense des Palestiniens comme du terrorisme. La question se posait de savoir si l'Intifada devait être décrite comme une lutte populaire légitime ou comme du terrorisme. Si c'était du terrorisme, Abu Mazen pouvait y mettre un terme. Si c'était de la résistance, rien n'y ferait. Prendre des mesures pour dissoudre et désarmer les groupes de résistance armée n'était pas réaliste, mais relèverait de la provocation.

54. Les Palestiniens attendaient qu'il soit mis fin à leurs souffrances quotidiennes et que le nouveau gouvernement empêche les opérations punitives israéliennes dans le territoire palestinien occupé. Il fallait que quelqu'un garantisse le retour des villages palestiniens sous contrôle palestinien et le retrait des forces israéliennes. L'approche du Ministre des affaires étrangères Silvan Shalom avait été plus réaliste. Il avait recommandé qu'Israël prenne des mesures unilatérales sans incidences sur la sécurité, mais l'armée israélienne s'y opposait. Aucun autre organe de décision n'apparaissait crédible en dehors de l'armée. Il n'y avait pas de troisième voie. En Israël, le culte du pouvoir était centré sur l'armée; toutes les relations entre Israël et ses voisins reposaient sur la puissance militaire, et l'on considérait que la seule solution possible à tout problème était d'ordre militaire.

55. **Edward Abington**, consultant auprès de l'Autorité palestinienne pour les affaires politiques (Washington), a déclaré que les États-Unis avaient créé une nouvelle donne stratégique au Moyen-Orient. Le Président Bush avait prononcé en juin un discours dans lequel il avait affirmé la volonté des États-Unis de soutenir l'établissement d'un État palestinien, considéré comme un moyen de résoudre le conflit israélo-palestinien. C'était la première fois qu'un Président américain

appuyait expressément la création d'un État palestinien. Le Président Bush avait aussi souhaité des changements dans la direction palestinienne, contribuant ainsi à isoler le Président Arafat. Le mouvement de réforme palestinien s'était accéléré au cours de l'année passée, ce qui avait facilité de nouvelles ouvertures dans le sens de la paix. Compte tenu du peu de moyens dont disposaient les Palestiniens, il était surprenant qu'ils aient accompli autant. Ils avaient notamment mis sur pied un comité constitutionnel résolument fondé sur la primauté du droit, des réformes budgétaires allant dans le sens de la transparence et de la responsabilisation, et des fonctions de premier ministre assorties de pouvoirs réels. Sur la base de ces réformes, le Quatuor s'était efforcé de relancer le processus de paix. Le Président Arafat et le Premier Ministre Abbas devaient surmonter leurs désaccords et faire front commun en vue de jeter les fondements d'un État et de conclure un accord négocié avec Israël sur le statut final du territoire. Les divisions internes au sein des Palestiniens affaiblissaient depuis trop longtemps leurs avantages et leur position dans les négociations avec Israël. Le Premier Ministre Abbas avait besoin non seulement de l'unité palestinienne, mais aussi du soutien du Quatuor, de la communauté internationale des donateurs, et plus encore d'Israël. Il lui fallait aussi pouvoir montrer des résultats positifs au peuple palestinien, lui prouver que sa situation allait commencer à s'améliorer.

56. Face à cela, le Premier Ministre Sharon s'était toutefois contenté de quelques gestes symboliques sans grande portée pour l'existence quotidienne des Palestiniens. Parallèlement, les opérations militaires de grande envergure se poursuivaient, de même que les assassinats et les destructions d'habitations. Israël devait mettre un terme aux provocations : il devait prendre des mesures concrètes pour remédier à la situation de détresse des Palestiniens, démanteler les postes avancés non autorisés qui avaient été mis en place au cours des deux années passées et geler totalement toute activité israélienne de peuplement, y compris la saisie de nouvelles terres palestiniennes. Il devait arrêter la construction du mur dit de sécurité en Cisjordanie, assouplir le morcellement interne de la Cisjordanie et de Gaza et cesser de traiter l'Autorité palestinienne comme un adversaire pour recommencer à travailler avec elle comme avec un partenaire. Enfin, Israël devait accepter la Feuille de route, comme l'avaient déjà fait les Palestiniens, et entreprendre de la mettre en oeuvre. Si l'on voulait sortir de l'impasse, il était crucial que Palestiniens et Israéliens mettent un terme à la violence. L'orateur s'est dit préoccupé devant le nihilisme croissant de certains jeunes Palestiniens qui s'abandonnaient à la conviction fataliste que le conflit était la seule issue possible.

57. L'orateur a reconnu que la Feuille de route imposait préalablement aux Palestiniens quantités d'obligations dans le domaine de la sécurité que l'Autorité palestinienne aurait de grandes difficultés à assumer. Reconstruire ses capacités en matière de sécurité serait pour elle un processus lent et laborieux, mais il était indispensable qu'elle s'y emploie. Le succès de la Feuille de route et des efforts internationaux pour en obtenir l'application dépendait tout entier, d'abord et avant tout, de la volonté politique d'Israël et des Palestiniens, mais aussi et de manière non moins importante de la ferme volonté de la communauté internationale de mettre fin au conflit. Il était loin d'être certain que l'une quelconque de ces trois parties était résolue à prendre les mesures requises. Il n'était pas certain non plus que le Gouvernement israélien au pouvoir était acquis à une solution politique ne fût-ce que minimalement acceptable aux yeux des Palestiniens.

Troisième séance plénière

Ouvrer pour un règlement pacifique de la question de Palestine

58. Au cours de cette séance, les orateurs ont examiné les sous-thèmes ci-après : établir un cadre viable pour le processus politique : la Feuille de route du Quatuor; la responsabilité permanente de l'Organisation des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité; le rôle des organisations et entités intergouvernementales dans le soutien à la paix dans la région; et la contribution de la société civile.

59. **Lucy Nusseibeh**, Directrice de l'organisation Non-violence et démocratie au Moyen-Orient (Jérusalem), a déclaré que le processus de paix se trouvait à un tournant critique qui pouvait mener soit à une paix réelle et durable soit à des années de frustration croissante. Pour la majorité des Palestiniens, la vie était devenue un enfer et ils cherchaient une autre voie pour aller de l'avant. Il y avait un intérêt croissant dans des actions non violentes ayant pour objet la justice et non la victoire. L'engagement de la société civile pouvait mettre fin à la violence. L'arrêt de la violence et le dégagement de la voie vers la paix passaient par des efforts constants et durables. Les Israéliens devaient savoir que la confiance et la paix étaient possibles. Avec ou sans progrès concernant la Feuille de route, il fallait reconstruire la confiance et préparer le terrain pour la paix à tous les niveaux, d'où la nécessité d'oeuvrer à l'instauration d'une paix durable qui mette fin à toute forme de contrôle israélien et garantisse la sécurité, un espace et un avenir viable pour les deux peuples.

60. L'oratrice a rappelé aux participants que chaque Palestinien était touché tous les jours par la dure occupation israélienne. Les chiffres officiels concernant les victimes ne représentaient que le nombre de personnes tuées, mais les soldats et les colons israéliens savaient que ces chiffres ne couvraient pas tous ceux qui étaient simplement tombés malade ou qui étaient morts de misère et de désespoir. Les Palestiniens pensaient généralement qu'il ne pourrait jamais y avoir de solution militaire. La violence s'était révélée inutile. La plupart des Palestiniens pratiquaient la non-violence tous les jours. L'occupation était pire que la guerre. Les personnes vivant sous occupation n'étaient pas seulement des adversaires mais des adversaires totalement contrôlés par leur ennemi. Le terme « société civile » recouvrait toutes les personnes et tous les groupes qui ne faisaient pas partie d'un organisme gouvernemental ou intergouvernemental, représentait les choix qu'avaient les gens dans une société d'opter pour diverses alternatives, signifiait une société nationale ou transnationale et pouvait renvoyer à tout groupe ayant un rapport avec le problème du Moyen-Orient. Alors que les gouvernements étaient limités par leurs fonctions officielles, la société civile était flexible et pouvait répondre à tout besoin à tout moment. Elle pouvait offrir bien plus de contributions de la part des femmes et des groupes de femmes et agir en s'appuyant sur des valeurs universelles. La société civile pouvait plus facilement se concentrer sur une valeur ou un thème donné et s'en servir pour rallier les gens.

61. L'oratrice a souligné que la coopération entre les groupes de la société civile pouvait être productive malgré le conflit en cours. Cette coopération avait l'avantage de pouvoir faire fond sur des valeurs universelles. Il y avait des contacts plus réalistes et plus ouverts entre Palestiniens et Israéliens lorsqu'ils se rendaient compte qu'il existait un moyen de se sortir ensemble du conflit en cours. La peur régnait en maître redoutable qui empêchait les gens d'entendre la voix de la raison, et les questions de sécurité étaient l'une des préoccupations dominantes des

Israéliens. Il était essentiel de casser l'image stéréotypée du Palestinien terroriste. Les sondages montraient que les Palestiniens étaient de fervents défenseurs de la non-violence. La plupart des Palestiniens et des Israéliens pensaient que le principal problème était le manque de confiance. De plus en plus de Palestiniens se tournaient vers la non-violence comme étant la seule issue pour aller de l'avant. Si la non-violence pouvait être renforcée parmi les Palestiniens, les Israéliens pourraient accepter que la fin de l'occupation se traduirait par une paix réelle. Il fallait également un engagement actif de la part de la communauté internationale. Il appartenait à la société civile palestinienne de dissiper les peurs des Israéliens, mais il incombait également à la société civile israélienne de répondre à ce geste.

62. **Said Kamal**, Sous-Secrétaire général de la Ligue des États arabes, a rappelé que l'organisation était profondément affectée par les faits intervenus sur les plans régional et international, qui pourraient la renforcer ou l'affaiblir. Le Secrétaire général de la Ligue des États arabes avait des contacts directs et quotidiens avec les Palestiniens. La Ligue prônait des principes fondamentaux pour une paix juste et durable dans la région. La paix représentait un choix stratégique que l'on pouvait atteindre en appliquant le principe de la terre contre la paix et en permettant au peuple palestinien de jouir de ses droits inaliénables et de créer un État indépendant ayant pour capitale Jérusalem. L'initiative arabe de paix adoptée à la réunion au sommet tenue à Beyrouth pouvait servir de base à un règlement global du conflit arabo-israélien. Israël y avait répondu par une campagne militaire, causant la mort de nombreux Palestiniens.

63. L'orateur a dit que le mur de séparation était un projet israélien visant à annexer de vastes superficies de terres supplémentaires. Ce mur supprimerait toute possibilité de créer un État palestinien viable car il isolerait des terres palestiniennes pouvant être facilement contrôlées par Israël. Israël devait accepter une solution équitable au problème des réfugiés palestiniens et la création d'un État palestinien souverain et indépendant dans le territoire palestinien occupé depuis juin 1967. Dans le même temps, tous les États arabes devaient accepter Israël. Depuis la publication de la Feuille de route, Israël avait tenté d'en entraver la mise en oeuvre au moyen d'une série d'amendements. La position de la Ligue arabe était que la Feuille de route devait être appliquée et non négociée. L'orateur a rappelé aux participants que la Ligue demandait au Comité des droits des Palestiniens de se joindre à elle et à l'Organisation de la Conférence islamique pour organiser une table ronde afin de discuter des dispositions de la Charte relatives au droit à l'autodétermination et à l'illégalité de l'occupation. La Ligue arabe était prête à organiser cette réunion immédiatement. Rappelant Deir Yassin et d'autres massacres, il a dit que les tueries avaient commencé il y a bien longtemps.

64. **Theocharis Papamargaris**, Vice-Président du Comité européen de coordination des organisations non gouvernementales sur la question de Palestine et Président du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale (Athènes), a attiré l'attention sur le fait que, depuis la fin de 2002, le Gouvernement israélien avait expulsé des activistes qui militaient en faveur du peuple palestinien et qui travaillaient pour des organisations non gouvernementales, ainsi que des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'homme. Depuis le début de l'année, des activistes américains et britanniques, ainsi que des membres de missions internationales d'observation pour la protection de la population palestinienne, avaient été tués par l'armée israélienne à Gaza. Pas plus tard que le 2 mai 2003, un journaliste britannique avait été tué par l'armée israélienne à Rafah. Ces tueries,

ainsi que le grand nombre d'observateurs civils internationaux blessés, étaient le résultat d'une politique israélienne délibérée visant à éloigner observateurs et journalistes internationaux du territoire palestinien occupé.

65. L'orateur a prié l'ONU de réagir d'urgence. Les organisations non gouvernementales avaient élaboré un plan d'action et lancé un appel à l'ONU pour qu'elle crée d'urgence une force internationale de protection. Cette force serait le premier pas vers la fin de l'occupation et l'application des résolutions de l'ONU pour une paix juste et durable. Les organisations non gouvernementales avaient exigé et réussi à obtenir, en avril 2002, une résolution claire de la part du Parlement européen portant suspension de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël tant que ce dernier occuperait des terres palestiniennes.

66. En parallèle, les organisations non gouvernementales avaient demandé à l'ONU d'exprimer son opposition à l'occupation israélienne en recourant à la cour internationale de Justice de La Haye. Elles avaient demandé à l'Organisation de se pencher sur l'application de la Convention de Genève de 1949. Lors de la réunion organisée par le Comité à Nicosie en avril 2002, les organisations non gouvernementales avaient annoncé leur position et, depuis, avaient continué leurs efforts dans le but de trouver une solution juste au problème palestinien. L'ONU avait pour mandat d'instaurer la paix au Moyen-Orient. S'adressant à l'Organisation, l'orateur a déclaré : « Feuille de route ou pas, c'est votre devoir d'instaurer la paix, et il est de notre devoir de vous le rappeler ». Il a ajouté que la Feuille de route ne servirait pas à grand-chose. La non-violence était le seul moyen de procéder des organisations non gouvernementales, qui ne pouvaient que mobiliser les gouvernements et leur rappeler leurs responsabilités. Les organisations non gouvernementales devaient soutenir les Palestiniens ainsi que les courageux citoyens arabes et israéliens qui, en Israël, menaient un combat isolé contre les politiques israéliennes.

67. **Yuri Skorohod**, professeur à l'Institut des relations internationales à Kiev, a engagé la communauté internationale à se pencher sur le conflit pour lui trouver une solution sans plus tarder. Il fallait appliquer des stratégies efficaces et constructives. Un autre échec aurait des conséquences graves et renforcerait les partisans du recours à la force. Il a fait remarquer que les efforts en cours pour parvenir au règlement du conflit étaient déployés dans un contexte différent de celui des années 90. Les masses en Palestine comme en Israël ne croyaient plus dans le processus de paix comme dans les années 90. Il était nécessaire d'adopter une stratégie de petites étapes pour pouvoir avancer.

68. L'orateur a dit que la Feuille de route était fondée sur une évaluation optimiste de la situation. Pour que le plan réussisse, il fallait créer des conditions favorables pour les relations israélo-palestiniennes ainsi qu'aux niveaux mondial et régional. Il était important d'établir une stratégie adéquate. La Feuille de route pouvait être considérée comme un document de travail visant à provoquer la discussion, ou comme un document final auquel on ne pouvait apporter que des changements minimes. Le plan n'était pas parfait vu qu'il ne couvrait pas tous les besoins des participants, mais ses auteurs devaient s'assurer que les amendements n'en compromettaient pas le calendrier d'exécution. Le succès du Quatuor dépendrait de la volonté d'abandonner l'action unilatérale au profit de la recherche commune d'une solution. Les intérêts et les besoins d'une partie ne devraient pas primer sur ceux de l'autre. Les mesures israéliennes étaient l'une des causes principales de

l'aggravation de la crise. Les politiques israéliennes avaient abouti à la radicalisation des Palestiniens. Il appartenait à Israël de changer de stratégie. Israël se trouvait aujourd'hui piégé dans une situation qui s'aggravait de jour en jour, et sa position dépendait totalement de ses décisions antérieures. Il a indiqué que la partie palestinienne devait tenir compte du fait qu'il était dans son propre intérêt d'essayer de mettre fin au terrorisme. Au niveau mondial, il était important que les acteurs clefs maintiennent leur approche concertée, qui empêcherait les parties d'opter pour d'autres solutions moins souhaitables. Le Quatuor devait agir constamment et de façon cohérente.

IV. Séance de clôture

69. **Victor Camilleri**, Rapporteur du Comité, a présenté le Document final de la Réunion internationale (voir annexe I).

70. **Ihor Kharchenko**, Vice-Secrétaire d'État au Ministère ukrainien des affaires étrangères, a souligné que la Réunion avait donné lieu à un échange de vues libre et constructif et donné l'occasion d'entendre des idées pouvant aider à la réalisation d'un objectif commun. Elle avait reconnu l'importance de la Feuille de route. Le règlement du conflit devrait être fondé sur les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 1397 (2002) du Conseil de sécurité, le principe de la terre contre la paix, l'initiative de la Ligue arabe et le plan saoudien. La communauté internationale devrait s'engager à soutenir complètement, durablement et impartialement les parties au conflit. Elle devrait aider les Israéliens et les Palestiniens à rétablir la confiance et la compréhension mutuelles en leur offrant des moyens de communication à tous les niveaux. L'ONU devrait maintenir sa responsabilité permanente concernant la question. Chaque participant avait un rôle à jouer dans la consolidation des efforts visant à ramener la paix au Moyen-Orient. Il espérait que cette réunion constituait une importante contribution dans ce sens.

71. **Mitri Abu Aita**, Ministre du tourisme de l'Autorité palestinienne et représentant de la Palestine, a encouragé les participants à continuer un dialogue global pour réaliser, au Moyen-Orient, une paix fondée sur les résolutions pertinentes de l'ONU. Les dirigeants palestiniens avaient accepté la Feuille de route et demandaient son application immédiate sans aucun amendement. L'ONU jouait un rôle important au sein du Quatuor et il espérait que l'Organisation et son secrétaire général travailleraient sans relâche pour l'application de toutes les résolutions pertinentes. Le peuple palestinien comptait également sur le soutien de l'Union européenne, de la Fédération de Russie, du Japon, de l'Ukraine et des organisations intergouvernementales comme l'OCI. L'orateur a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle mette fin à l'agression israélienne et fasse pression sur Israël pour qu'il retire toutes ses forces armées des territoires occupés en 1967.

72. **Papa Louis Fall**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, constatant l'escalade de la violence depuis septembre 2000, la perte en vies humaines, la destruction massive des infrastructures et des biens privés dans le territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem, a dit que l'échange de points de vue de ces derniers jours avait fait apparaître l'urgence qu'il y avait à reprendre des pourparlers et des négociations menant à un processus politique durable. Il a passé en revue les exposés faits par les experts à différentes séances

plénières et exprimé l'espoir que les débats contribueraient à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient.

V. Forum public à l'appui de la paix au Moyen-Orient

73. Dans le cadre de la Réunion internationale, le Comité a tenu le Forum public à l'appui de la paix au Moyen-Orient, le 15 mai 2003, à l'Institut des relations internationales de l'Université nationale Taras Shevchenko à Kiev. Des représentants d'organisations de la société civile, des médias et des étudiants de l'Institut ont été rejoints par des intervenants qui avaient participé à la Réunion internationale.

74. Les experts suivants ont participé au Forum : Edward Abington, conseiller politique auprès de l'Autorité palestinienne; Geoffrey Aronson, Directeur de recherche et des publications de la Foundation for Middle East Peace; Gabi Barmaki, Présidente du Conseil palestinien pour la justice et la paix, Ramallah; Oleksandr Bohomolov, Vice-Directeur de l'Association pour les études sur le Moyen-Orient, Kiev; Issam Makhoul, Knesset (Hadash); Lucy Nusseibeh, Directrice de l'organisation Non-violence et démocratie au Moyen-Orient, Jérusalem; Oleg Ozerov, chef adjoint de la Division chargée du processus de paix au Moyen-Orient, Département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie; Theocharis Papamargaris, Vice-Président du Comité européen de coordination des organisations non gouvernementales sur la question de Palestine et Président du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale, Athènes; Ihor Semyvolos, Directeur exécutif de l'Association pour les études sur le Moyen-Orient, Kiev; Yuri Skorohod, professeur à l'Institut des relations internationales et à l'Université nationale Taras Shevchenko à Kiev; et Rema Tarazi, Présidente de l'Union générale des femmes palestiniennes, Ramallah.

75. Ont également participé au Forum une délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et des représentants de gouvernements et d'organisations intergouvernementales. Les membres de la délégation du Comité étaient Papa Louis Fall (Sénégal), Président du Comité; Victor Camilleri (Malte), Rapporteur du Comité; Martin Andjaba (Namibie); Valery P. Kuchinsky (Ukraine) et Nasser Al-Kidwa (Palestine). Étaient également présents des représentants du Brésil, de la Chine, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Ukraine, de l'Organisation de la Conférence islamique et de la Ligue des États arabes, ainsi que Danilo Türk, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques de l'ONU.

76. Le Forum, ouvert par une déclaration du Président du Comité, était présidé par l'Ambassadeur Valery P. Kuchinsky, Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Les participants ont examiné trois points : l'image que le public se faisait du conflit israélo-palestinien – les médias incontestés; l'impact des groupes de réflexion et des établissements universitaires et leur responsabilité en matière d'éducation; et le rôle de la société civile dans la sensibilisation du public à la question de Palestine. Le Forum s'est tenu sous forme de table ronde et était ouvert à toutes les interventions, y compris celles du public.

77. **Papa Louis Fall** (Sénégal), Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a dit dans sa déclaration liminaire que le mouvement mondial contre la guerre et pour la paix avait prouvé sa force croissante ces derniers mois. Ce mouvement était en train de devenir une partie bien organisée de la société civile internationale et avait une influence considérable. Des milliers

d'ONG, d'organisations confessionnelles, de groupes politiques et universitaires, de groupes de réflexion, de syndicats et de personnes concernées se ralliaient aux initiatives entreprises pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens. La société civile devrait s'employer à faciliter l'application de la Feuille de route. Bien que le suivi de son application ait été confié officiellement au Quatuor, de nombreuses ONG volontaires, des organes d'information et d'autres représentants internationaux qui travaillaient déjà sur le terrain joueraient, bon gré mal gré, un rôle complémentaire.

78. L'expérience des dernières années avait montré que la solidarité de la communauté internationale et son soutien à la cause palestinienne étaient d'une importance primordiale pour trouver une solution juste et durable. À cause du déséquilibre profond qui existait entre les forces des deux parties, les Palestiniens continuaient de compter sur le soutien et l'aide des gouvernements, des organisations intergouvernementales et de la société civile. Il était de plus en plus nécessaire de lancer des campagnes énergiques et durables visant à informer l'opinion publique sur les causes profondes du conflit et les droits légitimes des deux parties et à promouvoir une action aux plans national et international en faveur de mesures effectives qui permettent de mettre fin à la crise et de relancer les négociations.

79. M. Fall a exprimé le sentiment du Comité, à savoir que, dans les mois à venir, la société civile devrait soutenir des initiatives telles que la Feuille de route en vue de restaurer un processus politique qui, à la fin, ramènerait les parties à la table des négociations. Apporter des secours, notamment d'urgence, aux Palestiniens et restaurer l'économie palestinienne dévastée devrait être une autre priorité importante de la société civile. Vu la gravité de la situation actuelle, il faudrait tout particulièrement mobiliser un plus large soutien en faveur de mesures de protection pour les Palestiniens. Les gouvernements devraient être encouragés, au moyen des parlements, des ONG et de l'opinion publique, à prendre des mesures immédiates et efficaces pour faire appliquer la quatrième Convention de Genève et faire respecter la Déclaration relative au territoire palestinien occupé adoptée à l'unanimité par la Conférence des Hautes Parties contractantes en décembre 2001, à Genève.

80. **Edward Abington**, Conseiller politique auprès de l'Autorité palestinienne, s'exprimant à propos de l'image que l'on se faisait du conflit israélo-palestinien et des médias incontestés, a dit que l'attitude du public américain était influencée par la couverture médiatique. Pendant des années, les Israéliens avaient essayé sans relâche d'influencer ces médias en envoyant leurs représentants expliquer le point de vue israélien et dépeindre les Palestiniens de la manière la plus négative qui soit. Leurs représentants intervenaient à la télévision et à la radio et accordaient des entretiens à des journaux importants et des personnalités influentes. Le groupe de pression juif lançait des campagnes épistolaires et pesait sur le Congrès. D'autre part, les Palestiniens avaient été peu disposés à exprimer leur point de vue. Les Palestiniens devaient s'exprimer dans les universités et les journaux et s'adresser aux ecclésiastiques et autres groupes pour faire passer leur message. M. Abington a souligné que les attaques du 11 septembre 2001 avaient eu un effet traumatisant sur la psychologie des Américains. Les chaînes de télévision avaient concentré leur attention sur les attentats-suicide des Palestiniens, que les Israéliens comparaient aux attaques du 11 septembre. Ainsi, les auteurs des attentats-suicide étaient comparés aux membres d'Al-Qaida. Les Israéliens avaient opposé au silence relatif des Palestiniens une campagne visant à rallier les États-Unis. Les attaques du

11 septembre avaient permis aux Israéliens de dépouiller la position palestinienne de son caractère légitime.

81. **Oleksandr Bohomolov**, Vice-Directeur de l'Association pour les études sur le Moyen-Orient à Kiev, a dit que la cause des Palestiniens était souvent sous-représentée. Toutefois, il ne s'agissait pas seulement de quantité; la qualité était également importante. Il ne suffisait pas que les Palestiniens nient être des terroristes. Il leur fallait présenter une autre image d'eux, différente de celle brossée par les médias israéliens.

82. **Lucy Nusseibeh**, Directrice de l'organisation Non-violence et démocratie au Moyen-Orient (Jérusalem), a dit que les journalistes qui soutenaient les Palestiniens devaient souvent payer un lourd tribut. Ils étaient souvent mutés, ou leur papier était censuré. Même l'expression « civils palestiniens innocents » pouvait être corrigée, car certains médias considéraient qu'aucun Palestinien n'était « innocent ». La communauté internationale devait soutenir les journalistes qui étaient prêts à prendre la parole. De même, les journalistes devaient essayer d'obtenir le soutien de la communauté pour préserver leur droit à la liberté d'expression. Ce n'était pas assez de nier sa culpabilité. Il faudrait songer à recourir à la « publicité rédactionnelle », ou à dépenser de l'argent pour faire passer des annonces dans les journaux afin de faire prendre conscience aux gens de la tragédie humanitaire des Palestiniens. Pour que la Feuille de route soit un succès, les médias doivent s'engager.

83. **Rema Tarazi**, Présidente de l'Union générale des femmes palestiniennes (Ramallah), a dit qu'un des problèmes était l'utilisation de la langue et qu'on devait être prudent quant au choix des mots. Les médias qualifiaient souvent la violence israélienne d'« utilisation excessive de la force » et la palestinienne de « terrorisme ». Lorsque les Israéliens tuaient des civils, on parlait de « dommages collatéraux » ou d'« erreurs », alors que des actes identiques commis par des Palestiniens étaient décrits comme « des actes terroristes ». De plus, les mots « territoire occupé » étaient remplacés par « territoire contesté ».

84. **Issam Makhoul**, membre de la Knesset (Hadash), a déclaré que les perceptions définissaient les actions. Il ne s'agissait pas tant de ce qui était fait, mais de qui le faisait. Les mots « violence » et « terreur » définissaient le comportement des Palestiniens, alors que les Israéliens « tuaient par mégarde ». Les Palestiniens devaient examiner cette question sérieusement, car les dirigeants israéliens songeaient à recourir aux tribunaux pour changer la définition de leurs actes d'assassinat en « action préventive ».

85. **Theocharis Papamargaris**, Vice-Président du Comité européen de coordination des organisations non gouvernementales sur la question de Palestine et Président du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale (Athènes), a dit que les gouvernements devaient exercer plus de pression pour remédier à la présentation déformée que faisaient les médias de la situation. Actuellement, lors de ce qu'on appelait des séances d'information organisées par des porte-paroles officiels, la position du gouvernement était imposée aux rédacteurs en chef.

86. Le représentant de l'Égypte a dit que, depuis des années, les films américains avaient formé l'opinion publique en brossant des portraits négatifs des Arabes, les dépeignant comme une espèce sous-humaine. En les rendant inhumains, on avait rendu acceptable de les tuer. Le décompte des cadavres pendant la récente guerre en

Iraq en est l'exemple. Le public avait été informé de chaque membre des forces de la coalition menée par les États-Unis qui avait été tué, mais il avait été très peu question du nombre d'Iraqiens tués.

87. **Edward Abington** a ajouté qu'il y avait à Jérusalem un groupe important de journalistes occidentaux que les Israéliens s'employaient à influencer. Les Palestiniens devraient appliquer les mêmes méthodes. Ils devaient apprendre à qui parler dans les médias aux États-Unis et comment présenter ce qu'ils avaient à dire de façon que cela intéresse le public de ce pays. Il fallait que les Palestiniens parlent le langage de la paix, ce qui placerait les Israéliens sur la défensive. Le Premier Ministre, M. Mahmoud Abbas, avait besoin d'un porte-parole pour orchestrer les entrevues avec les principaux représentants des médias aux États-Unis de sorte que son message soit transmis à la population et aux responsables politiques de ce pays. Se plaindre des médias ne changerait rien à la situation.

88. **Nasser Al-Kidwa**, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, a dit que l'atmosphère actuelle qui entourait les médias posait un grave problème pour la communauté internationale. Les gouvernements faisaient de plus en plus sentir leur influence, de même que les propriétaires des médias. Les médias formaient des conglomerats de plus en plus grands aux propriétaires de moins en moins nombreux. Pire encore, les pouvoirs publics les influençaient ouvertement en accordant leurs faveurs aux journalistes qui travaillaient « bien » ou en punissant ceux qui les présentaient sous un mauvais jour. Les Israéliens s'en sortaient extrêmement bien avec des mots qui modelaient un message et s'adressaient au subconscient. Il n'y avait plus d'« invasions » israéliennes, mais des « opérations » israéliennes. Les Palestiniens devaient veiller davantage aux mots et à leur emploi.

89. Un représentant d'un bureau local d'un média ukrainien a dit que l'idée que les pouvoirs publics puissent orienter la presse était dangereuse. Il a demandé si l'Organisation des Nations Unies avait un programme pour proposer aux journalistes des méthodes de communication.

90. Répondant à la question d'un journaliste local concernant les programmes de l'ONU destinés aux journalistes, **Danilo Türk**, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies, a dit que le Département de l'information de l'ONU avait un programme de formation annuel spécialement conçu pour les jeunes journalistes palestiniens. Ce programme visait à accroître leurs compétences en tant que personnel des médias d'information. Ce programme constituait un élément très important de l'édification de capacités.

91. **Oleksandr Bohomolov**, parlant de l'influence et du rôle éducatif des cellules de réflexion et des institutions universitaires, a dit que les premières devaient faire preuve de neutralité et trouver une perspective mondiale au conflit israélo-palestinien pour que celui-ci prenne de l'importance pour d'autres que les Palestiniens et les Israéliens. Les cellules de réflexion pouvaient contribuer à mieux faire comprendre la nature du problème. Elles pouvaient aussi essayer d'aider les responsables politiques en élargissant leurs connaissances et en offrant différentes solutions. Les diverses parties au conflit avaient adopté des vocabulaires entièrement différents. Il existait une dimension culturelle qui était souvent négligée dans les textes politiques. Un exemple de l'aveuglement culturel était donné par la comparaison entre la traduction de « feuille de route » en arabe et en hébreu. La traduction en arabe impliquait une route unique, alors que l'hébreu parlait de routes

multiples, indiquant qu'Israël interprétait le plan de paix comme il lui convenait. Autre problème, la traduction en arabe avait une connotation religieuse – « la voie juste » – et, inconsciemment, elle évoquait cette image. Les États-Unis auraient dû choisir des mots moins chargés sur le plan culturel, car le mot en arabe signifiait plus que ce qu'on voulait lui faire dire. Un autre mot qui causait des difficultés était « incitement ». En hébreu, l'équivalent avait un sens proche de l'anglais, alors que le sens du mot arabe était très large. Les cellules de réflexion pourraient contribuer à préciser le sens des mots et les traductions.

92. **Gabi Baramki**, Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix (Ramallah), a dit que, dans le passé, les Palestiniens n'avaient pas fait un bon usage des cellules de réflexion et avaient souffert lors des négociations parce qu'ils n'avaient pas été suffisamment préparés. Ils n'avaient pas accordé suffisamment d'attention au vocabulaire et étaient donc tombés dans des pièges. Les institutions universitaires étaient importantes aussi en ce qu'elles influençaient la façon dont la question de Palestine était perçue. Quatre-vingt universités participaient maintenant à un programme appelé PEACE, qui réunissait des jeunes, futurs dirigeants du monde, dans une ville de Palestine pour leur faire connaître la situation sur le terrain. Lorsque la situation était claire, il n'était pas nécessaire d'en faire beaucoup plus pour la défendre, particulièrement lorsqu'il y avait violation des droits de l'homme. Lorsque les universités palestiniennes avaient été fermées par des couvre-feux israéliens dans le passé, les étudiants palestiniens avaient été invités par des universités homologues en Europe pour y poursuivre leurs études pendant la durée des couvre-feux. L'attention de la communauté internationale avait ainsi été plus facilement appelée sur la situation sur le terrain.

93. **Edward Abington** a dit que les laboratoires de réflexion aux États-Unis, et particulièrement à Washington, étaient extrêmement puissants et étaient souvent créés pour faire progresser tel ou tel point de vue politique. Ils analysaient les politiques des États-Unis et les présentaient à des forums publics. Surtout, leurs résultats étaient envoyés par courrier électronique à des centaines de gens, dont des membres et des collaborateurs du Congrès, des responsables politiques et les médias. C'était une autre tactique que les Palestiniens pourraient employer.

94. **Rema Tarazi** a indiqué qu'il fallait souligner l'importance des établissements d'enseignement locaux, où les jeunes, garçons et filles, ceux qui dirigeraient le monde de demain, apprennent à penser et à pratiquer la pensée démocratique.

95. **Theocharis Papamargaris** a dit que, pour être crédibles, les cellules de réflexion et les universités devaient avoir trois critères : une méthode de pensée – l'approche à la recherche ou au savoir –, les faits dans l'absolu et l'aptitude à accepter le point de vue des autres.

96. **Lucy Nusseibeh** a dit que les Palestiniens avaient un respect instinctif des universités. Pour ce qui était de transmettre un message et de parler différemment, les universités pouvaient étudier comment faire. Leur importance ne devait pas être sous-estimée. La plupart des cellules de réflexion travaillaient sur la façon dont on pourrait faire face à Israël au lieu d'essayer de résoudre les problèmes palestiniens.

97. **Issam Makhoul** a dit qu'Israël dispensait bien un enseignement concernant la paix à sa population. Sans créer le contexte nécessaire à la paix, on ne pouvait pas progresser. Le peuple palestinien ne s'était pas occupé du peuple israélien sur ce point. Il devait créer le contexte de paix pour le public israélien. Celui-ci payait le

prix de la politique menée par son gouvernement. Il faudrait convaincre les Israéliens qu'il n'y aurait pas de démocratie sans règlement de la question de Palestine.

98. **Rema Tarazi**, parlant du rôle de la société civile dans la sensibilisation à la question de Palestine, a dit que les Palestiniens avaient demandé une protection internationale par l'intermédiaire de l'ONU, mais qu'elle ne leur avait pas été accordée. Les organisations locales avaient constitué un groupe – Grassroot Protection for the Palestinian People – et lancé un appel au monde entier pour que les gens viennent se rendre compte de la réalité sur place. Beaucoup se trouvaient actuellement dans le territoire palestinien occupé, où ils risquaient leur vie en essayant de freiner les brutalités des Israéliens. L'ONU devait se faire entendre pour protéger ces gens qui venaient témoigner; et ceux qui étaient venus protéger les Palestiniens avaient besoin eux-mêmes d'être protégés.

99. **Theocharis Papamargaris** a dit que l'une des tâches des organisations non gouvernementales consistait à surveiller le respect du droit international et des principes internationaux par les gouvernements. Les ONG qui oeuvraient pour la cause palestinienne s'étaient mobilisées pour sensibiliser davantage l'opinion à cette question et pour exposer clairement les faits, à la différence de ce que faisaient les médias, dont les comptes rendus étaient manipulés. L'opinion à l'intérieur des différentes sociétés devait être mobilisée. Les Juifs et Arabes courageux à l'intérieur d'Israël qui appuyaient la cause palestinienne devaient être soutenus par la société civile internationale.

Annexe I

Document final

1. La Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix au Moyen-Orient s'est tenue à Kiev les 13 et 14 mai 2003, sous l'égide du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Participaient à cette réunion des experts internationaux, des représentants de gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organismes des Nations Unies, des représentants de la Palestine, des parlementaires, des organisations de la société civile, des institutions universitaires et les médias.

2. Le Comité a organisé cette réunion pour favoriser un dialogue au sujet des éléments concernant la politique, l'économie et la sécurité dont dépendait la solution de la crise qui se perpétuait ainsi que la reprise du processus de paix. Au cours de la Réunion, les participants ont fait le bilan de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, examiné la Feuille de route, son importance et les possibilités de reprise du dialogue de paix qu'elle présentait et échangé des vues sur les modalités d'un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien.

3. La Réunion s'est tenue à un moment où les espoirs renaissaient à la suite d'une présentation officielle de la Feuille de route aux parties le 30 avril 2003. Les participants ont vu dans ce plan un fait nouveau positif recelant un potentiel de paix pour la région. Ils l'ont jugé d'autant plus important que la Feuille de route devait conduire les parties vers la naissance d'un État palestinien indépendant démocratique et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël et ses autres voisins, comme le Conseil de sécurité l'avait affirmé dans sa résolution 1397 (2002) du 12 mars 2002. Les participants se sont félicités de ce que les dirigeants palestiniens aient accepté la Feuille de route et soient prêts à l'appliquer. Ils ont regretté que le côté israélien n'ait pas encore accepté le plan et ont engagé vivement le Gouvernement israélien à le faire sans retard pour que la mise en oeuvre de cette feuille de route puisse commencer sérieusement avec l'aide du Quatuor. Ils ont aussi souligné que, pour éviter l'échec des efforts de paix, comme par le passé, il était absolument indispensable que des progrès soient obtenus parallèlement dans les domaines de la sécurité, de la politique et de l'économie.

4. Tout en se sentant encouragés par les événements politiques positifs des dernières semaines, les participants sont convenus que la persistance de l'occupation par Israël du territoire palestinien, y compris de Jérusalem-Est, restait l'élément central du conflit israélo-palestinien, qui menaçait la sécurité et la stabilité de toute la région. Les activités de colonisation illégales qui ne cessaient de s'étendre et qui faisaient que de nombreux avant-postes surgissaient dans tout dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, de même que de nouvelles routes et zones de sécurité réservées aux Israéliens et situées sur les terres palestiniennes, avaient été uniformément qualifiées de faits nouveaux qui mettaient en danger les chances d'un règlement politique. Le mur de séparation controversé, dont la construction avait commencé au mépris total des intérêts et des droits palestiniens, était considéré comme un autre obstacle grave à la paix. Les participants se sont déclarés préoccupés de ce que les souffrances et les confiscations subies par le peuple palestinien continuaient de leur être infligées sans relâche. Ils ont relevé que, depuis septembre 2000, plus de 2 200 Palestiniens et 700 Israéliens avaient été tués et beaucoup plus encore blessés, et ils ont déploré la mort d'innocents. Ces morts

effroyables qui ne cessaient de se produire avaient été considérés par les participants à la fois comme un reproche envers toutes les parties intéressées et une raison de redoubler d'efforts pour favoriser un règlement pacifique du conflit. Les participants ont en outre souligné énergiquement leur conviction qu'il ne pouvait pas y avoir de solution militaire au conflit; le règlement durable ne pouvait résulter que d'un dialogue pacifique et d'un processus politique entre les deux parties.

5. La méfiance étant exceptionnellement grande entre les deux parties, les participants ont noté aussi que les meilleures raisons d'espérer résidaient dans la poursuite d'une surveillance et d'une conduite internationales du processus de paix, en particulier par le Quatuor oeuvrant en collaboration étroite avec d'autres acteurs internationaux et régionaux. Ils ont remercié l'Ukraine d'avoir proposé ses bons offices pour favoriser les négociations entre les parties et souligné qu'un mécanisme de surveillance internationale efficace était indispensable pour que des progrès soient obtenus sur le terrain.

6. Les participants ont demandé instamment au Conseil de sécurité d'approuver la Feuille de route, de préconiser son application et de maintenir son engagement dans ce domaine, aussi longtemps qu'il pouvait être nécessaire. Ils ont réaffirmé que l'ONU conservait en permanence sa responsabilité concernant tous les aspects de la question de Palestine, jusqu'à ce que celle-ci soit réglée conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies et aux normes du droit international, et jusqu'à ce que les droits inaliénables du peuple palestinien soient pleinement exercés.

7. Les participants se sont déclarés alarmés par le grand nombre de civils palestiniens qui étaient victimes de l'emploi excessif de la force militaire par les Israéliens dans des zones densément peuplées. En outre, ces actes disproportionnés font de plus en plus de victimes parmi le personnel de l'ONU ainsi que les volontaires internationaux et les journalistes. Les participants ont demandé à Israël, puissance occupante, de respecter les engagements qui lui incombent en vertu de la quatrième Convention de Genève et de mettre immédiatement un terme à tous les actes de violence contre des civils innocents.

8. Les participants ont accueilli avec satisfaction l'assistance que les donateurs internationaux apportaient au peuple palestinien et ont souligné son importance vitale dans la période actuelle où l'économie palestinienne s'était quasiment effondrée et où de vastes destructions étaient opérées sur le terrain. Ils ont noté que les restrictions draconiennes au déplacement de personnes et de biens, la rétention prolongée par Israël de recettes palestiniennes provenant de l'impôt et des douanes et d'autres mesures de punition collective avaient eu un effet désastreux sur l'économie palestinienne dans son ensemble, ainsi que sur le niveau de vie des ménages palestiniens. Ils ont souligné qu'il incombait à Israël de faciliter les efforts déployés par la communauté des donateurs et appelé à la mise en oeuvre des recommandations contenues dans le rapport de Mme Catherine Bertini, Envoyée personnelle du Secrétaire général pour les affaires humanitaires. L'assistance des donateurs était considérée comme un facteur clef dans les efforts visant à atténuer l'actuelle grave crise humanitaire et à appuyer le processus politique.

9. S. E. M. Papa Louis Fall, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, et la délégation du Comité ont été reçus par S. E. M. Leonid Kuchma, Président de l'Ukraine, et S. E. M. Anatoliy Zlenko, Ministre ukrainien des affaires étrangères, qui, tous deux, ont souligné qu'il

importait d'appuyer le processus de paix au Moyen-Orient au stade critique actuel et se sont félicités des efforts déployés par le Comité à ce sujet. La délégation du Comité s'est déclarée profondément reconnaissante du rôle actif et constructif joué par l'Ukraine, membre du Comité depuis sa création, dans la recherche d'une paix globale, juste et durable dans la région.

10. Les participants ont remercié aussi le Ministre des affaires étrangères et le Gouvernement ukrainiens d'avoir accueilli la Réunion et d'avoir aidé le Comité et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la préparer.

Kiev, le 14 mai 2003

Annexe II

Liste des participants

Orateurs

Edward Abington	Conseiller politique auprès de l'Autorité palestinienne, Washington
Mitri Abu Aita	Ministre du tourisme de l'Autorité palestinienne, Ramallah
Ziad Abu Zayyad	Membre du Conseil législatif palestinien, Jérusalem
Geoffrey Aronson	Rédacteur en chef, <i>Foundation for Middle East Peace</i> , Washington
Grigor Hovhannisyan	Chef adjoint, Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, Jérusalem
Said Kamal	Sous-Secrétaire général, Ligue des États arabes, Le Caire
Yossi Katz	Ancien député à la Knesset (Parti travailliste), Kiryat Tivon
Issam Makhoul	Député à la Knesset, Tel-Aviv
Lucy Nusseibeh	Directrice, Middle East Non-Violence and Democracy, Jérusalem
Oleg Ozerov	Chef adjoint, Division chargée du processus de paix au Moyen-Orient, Département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou
Theocharis Papamargaris	Vice-Président, Comité européen de coordination des ONG sur la question de Palestine et Président du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale, Athènes
Ihor Semyvolos	Directeur exécutif, Association pour les études sur le Moyen-Orient, Kiev
Yuri Skorohod	Professeur, Institut des relations internationales, Université nationale Taras Shevchenko de Kiev, Kiev

Orateurs au Forum public à l'appui de la paix au Moyen-Orient Kiev, 15 mai 2003

Edward Abington	Conseiller politique auprès de l'Autorité palestinienne
-----------------	---

Geoffrey Aronson	Directeur de recherche et de la publication <i>Foundation for Middle East Peace</i> , Washington
Gabi Baramki	Président, Conseil palestinien pour la justice et la paix, Ramallah
Oleksandr Bohomolov	Vice-Directeur, Association pour les études sur le Moyen-Orient, Kiev
Issam Makhoul	Député à la Knesset (Hadash), Tel-Aviv
Lucy Nusseibeh	Directrice, Middle East Non-Violence and Democracy, Jérusalem
Oleg Ozerov	Chef adjoint, Division chargée du processus de paix au Moyen-Orient, Département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou
Theocharis Papamargaris	Vice-Président, Comité européen de coordination des ONG sur la question de Palestine et Président du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale, Athènes
Ihor Semyvolos	Directeur exécutif, Association pour les études sur le Moyen-Orient, Kiev
Yuri Skorohod	Professeur, Institut des relations internationales, Université nationale Taras Shevchenko de Kiev, Kiev
Rema Tarazi	Présidente, Union générale des femmes palestiniennes, Ramallah

**Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien**

S. E. M. Papa Louis Fall	Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, Président du Comité et chef de délégation
S. E. M. Bruno Rodríguez Parilla	Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, Vice-Président du Comité
S. E. M. Victor Camilleri	Représentant permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies, Rapporteur du Comité
S. E. M. Martin Andjaba	Représentant permanent de la Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies
S. E. M. Valery P. Kuchinsky	Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

S. E. M. Nasser Al-Kidwa Observateur permanent de la Palestine
auprès de l'Organisation des Nations Unies

**Représentant du Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies**

M. Danylo Türk Sous-Secrétaire général aux affaires politiques

Gouvernements

Algérie, Argentine, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse, Tunisie, Turquie, Ukraine, Viet Nam

**États non membres ayant une mission permanente d'observation
au Siège de l'ONU**

Saint-Siège

**Entités auxquelles a été adressée une invitation permanente
à participer en qualité d'observateurs aux sessions et aux travaux
de l'Assemblée générale et ayant mission permanente d'observation
au Siège de l'ONU**

Palestine

Organisations intergouvernementales

Ligue des États arabes
Organisation de la Conférence islamique

Organes, institutions et organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Centre d'information électronique de l'Organisation des Nations Unies

Organisations non gouvernementales

Parti panukrainien de la paix et de l'unité
Association for Promotion of International Business & Development
Association of Middle East Studies
General Union of Palestinian Students
General Union of Palestinian Women
Indo-Arab Islamic Association
International Tribunal on Genocide of Iraqi and Palestinian peoples

Neda Institute for Scientific Political Research
Palestinian Council for Justice and Peace
Palestinian Union Association
Public Organization Arabic House
The Humanitarian Centre
Women's Association for Palestinian Rights

Médias

Agence France-Presse
Associated Press
BBC, Kiev
Korrespondent
Delovaya Nedelya Business Weekly
Kievskie Vedomosti
IA Obozrevatel
IA « Agroinform »
Interfax-Ukraine
Mayak
Politic Hall
« *Pro UA* » Internet newspaper
Radio Liberty
Radio nationale ukrainienne
Radio Stolycyi
Salon Dona Basa (Doneask)
Segment
Télévision d'État russe
Télévision nationale ukrainienne
Tribune
« TV Inter »
TV Novy Kanal
Ugolovnoe Delo
Ukrainian Observer
Ukrainian Passenger Magazine *SALON*
Union des journalistes d'Ukraine
Volunteers magazine

03-44765 (F) 250803 260803

0344765